

## 4 Politique

## Assemblée générale des Nations unies /4e Commission politique et décolonisation

## Les pétitionnaires débattent du Sahara à l'Onu

SM (Synthèse)

Libreville/Gabon

Parmi les personnalités invitées à s'exprimer au siège des Nations unies figurait, Lin-Joël Ndembet, notre directeur de la Rédaction, qui a appelé les parties au conflit à saisir le plan d'autonomie proposé par le Maroc, «un compromis audacieux pour écrire une nouvelle page dans l'histoire de la région».

**PLUSIEURS** acteurs du monde associatif international, d'experts constitués en pétitionnaires étaient réunis, les 12, 13 et 14 octobre derniers, à New York, dans le cadre de la 4e Commission de la 70e session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies.

Pendant leurs travaux consacrés aux questions politiques et de décolonisation, les situations de Gibraltar, de la Nouvelle Calédonie, de Guam, de la Polynésie française, des Iles Falkland (Malouines) ainsi que celle du Sahara, ont été au centre des débats. Occasion d'une véritable passe-d'armes, principalement autour de la question saharienne, avec le soutien apporté par la grande majorité des experts-pétitionnaires au Plan d'autonomie de la région proposé par le Maroc dans le cadre de sa souveraineté, son unité ainsi qu'à la poursuite des Nations unies du processus en vue de la résolution de ce vieux différend.



Photo : DR

Une vue de la salle la 4e commission de l'Onu.

L'initiative marocaine lancée en 2007 était une réponse aux appels répétés du Conseil de sécurité aux parties à trouver «un règlement politique négocié et mutuellement acceptable». Et ce, après avoir constaté l'impossibilité d'organiser un référendum souhaité en 1991 au Sahara. Ce plan du Maroc qualifié de «juste et crédible» par l'instance onusienne, puis salué par la communauté internationale, est «la seule et unique proposition réelle, une garantie pour la stabilité, le développement et la paix dans la région maghrébine, africaine et méditerranéenne», a déclaré le politologue argentin Adalberto Carlos Agozino. C'est un compromis audacieux, une approche responsable et innovante qui respecte bien la légalité internationale, a ajouté, Lin-Joël Ndembet, directeur de

l'Union, assurant qu'il est le résultat d'un large processus de consultation nationale et locale, associant les partis politiques, les populations et les élus de la région, à travers le Conseil royal consultatif pour les affaires sahariennes. Dans sa teneur, il a noté que ce plan assure une répartition attrayante des attributions. L'Etat marocain conserverait la défense et les relations extérieures, les populations Sahraouies gèreraient démocratiquement leurs affaires à travers des instances législatives, exécutives et judiciaires dotées de compétences exclusives.

Sauf que malheureusement, ont déploré de nombreux pétitionnaires, les parties n'ont pas saisi l'opportunité historique de l'offre marocaine. «Une offre salutaire pour les populations du Sahara, car elle intervient dans un contexte in-



Photo : DR

Le directeur de la Publication de l'Union, Lin-Joël Ndembet, lors de son intervention à l'ONU.

ternational soumis à des fortes mutations avec la montée en puissance des mouvements intégristes et terroristes présents d la région», de l'avis de M. Ndembet.

Dans ce contexte, à entendre les différentes interventions de nombreux responsables d'ONG, d'associations, de représentants de mouvements, de réfugiés, de femmes sahraouies, de journalistes, politologues, juristes, etc., invités à s'exprimer devant la 4e Commission des Nations unies, l'Algérie et le Polisario ont bien évidemment été présentés comme responsables de la situation. Ahmedou Hmayen, un ancien membre du Polisario ayant regagné la «mère patrie» a estimé que la partie algérienne a érigé «le louvoiement en stratégie dans le traitement de cette question».

Brahim El Ahmadi a, pour sa

part, clairement invité les autorités algériennes à assumer leur responsabilité, car, selon lui, les dirigeants du Polisario font l'impossible pour entraver toute solution définitive du différend territorial.

**APPEL** • M. Ndembet a lancé un appel aux parties à saisir cette position avant-gardiste du Maroc contre la balkanisation de ce territoire marocain pour écrire une nouvelle page dans l'histoire de la région. Non sans mettre à l'index au passage l'Algérie et le Polisario qui s'obstinent à réclamer le référendum jugé inapplicable par les Nations unies, comme étant ceux retardant l'avènement d'une solution politique au conflit du Sahara, et perpétuant ainsi les souffrances des populations parquées dans les camps de Tindouf. Il a aussi interpellé les autres protagonistes qui

ne s'embarrassent pas de contradictions en demandant à cor et à cri la mise en œuvre du référendum tout en créant la RASD, «une entité complètement factice, dénuée des attributs d'un Etat», concluant que la mauvaise volonté y est manifeste dans cette démarche.

Au sujet des camps de Tindouf, Eric Cameron, de l'Organisation World Action of Refugees, a dénoncé le détournement de l'aide humanitaire destinée aux populations parquées dans ces zones, rappelant les conclusions des rapports de l'Office de lutte anti-fraude de l'Union européenne (OLAF). D'autres orateurs, comme lui, ont livré des témoignages poignants et accablants sur l'implication du Polisario dans les détournements à grandes échelles. Une situation qualifiée, par ailleurs, par l'expert international en matière de droits de l'Homme, Nikos Lygeros, de scandaleuse, d'autant, a ajouté Cameron, qu'il y a aussi une surestimation du nombre des personnes vivant dans les camps de Tindouf. Ce qui pour Manuel Rodriguez, avocat au barreau de Bruxelles, devrait amener les instances onusiennes et européennes à connaître de manière précise le nombre de réfugiés ayant réellement besoin d'aide. Autant d'éléments d'accusation qu'ont tentés, non sans mal, de réfuter la partie algérienne et autres associations partageant ses thèses.

## PDG/Séminaire de formation en matière électorale

## Les responsables de la base instruits

L.R.A.

Libreville/Gabon

**APRÈS** la partie festive, le 17 octobre, marquant la commémoration des 6 ans de magistère du président de la République, Ali Bongo Ondimba, la journée du 18 octobre a été consacrée à l'éducation des militants. Au siège du Parti démocratique gabonais (PDG) à Louis, les secrétaires provinciaux, d'arrondissement et communaux ainsi que les délégués UFPDG et UJPDG, étaient en séminaire de formation. Objectif : renforcer leurs capacités en



Photo : DR

Une vue des officiels outillant les participants au séminaire de formation PDG.

matière électorale et gestion des bureaux de vote. Au-delà, les participants ont été outillés sur les lois en vigueur en matière d'élection. La communication politique, la discipline du parti, ses statuts, et son histoire ne seront plus un

secret pour ces militants désormais formés. Tel était visiblement le vœu du secrétariat exécutif du PDG qui supervisait les travaux, sous le regard attentif du secrétaire général, Faustin Boukoubi. Aussi, pour véhiculer les-



Photo : DR

Une vue des secrétaires provinciaux, d'arrondissements et communaux et délégués UJPDG et UFPDG prenant part au séminaire de formation.

dites connaissances auprès des participants, plusieurs thèmes ont-ils été retenus par les initiateurs de la formation : "Enjeux et histoire du PDG de 1968 à nos jours"; "Aspects pratiques sur la gestion du processus électoral";

"Droits et devoirs des militants"; "Statuts du PDG". À noter que la direction du centre d'études politiques du parti aimait le séminaire de renforcement des capacités, placé lui-même sous le sceau de la mobilisation des militants. His-

toire, a laissé entendre son directeur adjoint, Steeve Nzegho Dieko, "de les booster sur un certain nombre de questions". Et, de préciser que la rencontre du 18 octobre est justifiée en grande partie par la révision imminente des listes électorales. Non sans rajouter que ladite action sera assurément pérennisée. "On peut considérer que cette action est le lancement d'une grande campagne de mobilisation pour donner aux militants des connaissances supplémentaires sur un certain nombre de sujets qui lient notre parti", a-t-il lancé pour conclure son propos.

C H A N G E S	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 15/10/2015	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,1439	1USD =	573,439	1 USD	609,034	CAC 40	15/10/2015	4669,43
		CAD	1,4756	1CAD =	444,536	1 CAD	468,172			
		JPY	135,2300	1JPY =	4,851	100 JPY	504,412	DOW JONES	15/10/2015	16924,75
		GBP	0,7397	1GBP =	886,788	1 GBP	923,692			
		CHF	1,0873	1CHF =	603,290	100 CHF	63168,85			
		ZAR	14,9957	1ZAR =	43,743	100 ZAR	4548,74			
		MAD	10,9497	1MAD =	59,906	1MAD	62,30			
		CNY	7,2583	1CNY =	90,373	1CNY	93,08			

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril**  
15 Octobre : **48,97**

Union Gabonaise de Banque  
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>